

# Le Triton

## un diable aux Lilas

JIMMY VIVANTE / ENTRETIEN

**À** sa naissance, le Triton a poussé un cri. Comme tout être vivant, direz-vous, mais le sien sonnait comme un vilain accord qui dérange. Fondateurs du lieu labellisé Smac (Scène de musiques actuelles) depuis 2010, Jean Pierre et Jacques Vivante cultivent la dissonance malgré la reconnaissance institutionnelle. Loin de toujours plaire, leur programmation éclatée chahute la bannière des « musiques actuelles ». L'équipe est têtue, fière de ce qu'elle construit depuis quinze ans aux Lilas. Jimmy Vivante – le fils de Jean Pierre – raconte les loufoqueries, les grincements, les sueurs et les réjouissances d'un lieu hybride qui n'en finit pas de trouver des chemins pour faire valoir une « alternative de société ».

Transformer une imprimerie en laboratoire musical alternatif, en voilà une utopie !

**Jimmy Vivante :** Le projet s'est façonné dans les années 1996-1997. Jean Pierre et Jacques Vivante voulaient arrêter une activité industrielle, arrêter l'économie de marché dans laquelle le bénéfice et le profit sont au centre. Passionnés de musique, ils avaient un groupe dans les années 1970 à Lyon, Vortex, assez important sur la scène de la musique progressive naissante, dans le sillage de Magma et de Soft Machine. En 1980, ils sont arrivés à Paris et ont décidé d'arrêter leur activité de musiciens pour, comme ils disaient, « apprendre à devenir

cons » ! Une expression rigolote qui explique bien la naissance du Triton vingt ans plus tard, en réaction à ça. Ils avaient toujours un studio d'enregistrement dans l'imprimerie, ce qui est rare, mais eux-mêmes avaient laissé leurs instruments au placard. En 1995, ils revendent l'imprimerie et se relancent dans leur passion avec une devise, qui berce l'utopie du Triton : « No gain ! » On ne fait pas ça pour gagner quoi que ce soit et, d'ailleurs, on ne gagnera rien du tout. Utopique, car politique, puisque dès la construction, et dans l'idée même du Triton, quelque chose a déplu et le maire de l'époque a décidé de leur barrer la route, via le refus du permis de construire.

Comment s'est alors engagé votre combat politique ?

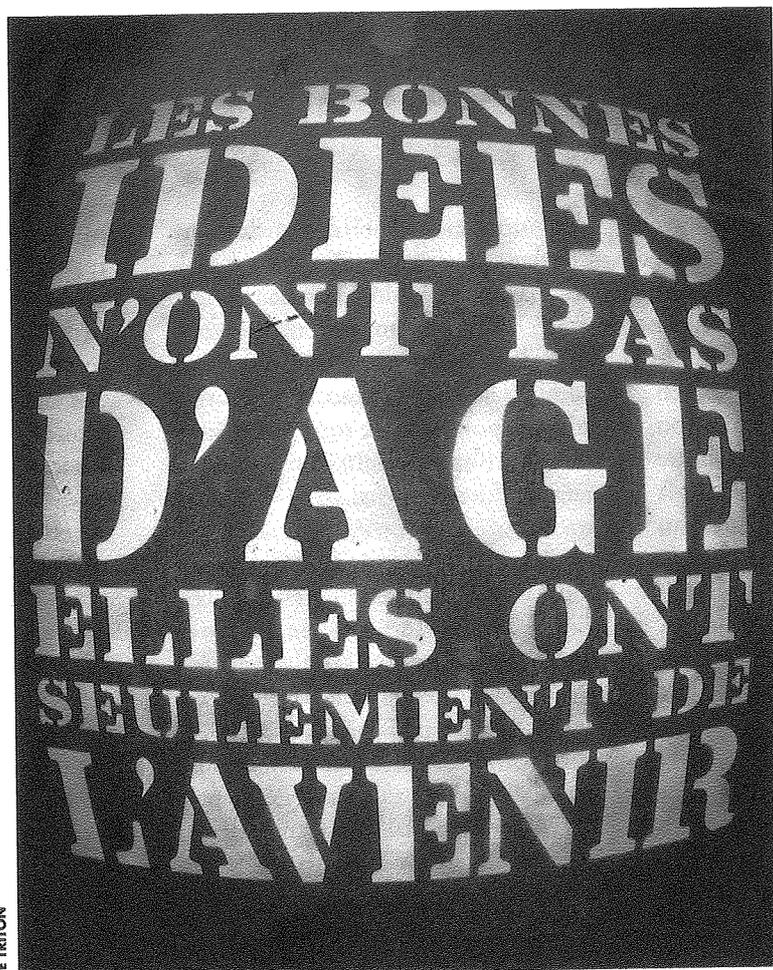
Le rejet du maire a d'abord fait naître un mouvement citoyen de solidarité : la fédération des initiatives lilasiennes (FIL), qui avait son siège social en lieu et place du futur Triton, et de l'ancienne imprimerie. Un journal municipal est édité, dont les frères Vivante sont les confectionneurs, imprimeurs, rédacteurs et dessinateurs, accompagnés d'une petite bande. Le Triton voit le jour début 2000 et a le droit d'ouvrir officiellement en 2001, suite à la défaite du maire aux municipales. Notre combat a été pour beaucoup dans sa défaite !

Ce mouvement collectif, qui réunissait-il ?

Il faut bien avouer qu'au départ, on était dans de l'esbroufe ! Nous n'étions personne, personne, personne ! [Rires] La FIL était constituée, pour 80 %, d'associations inexistantes ! Des associations déposées, certes, mais qui n'existaient pas vraiment ! Au fur et à mesure, des gens sont venus toquer à notre porte, des insatisfaits, des chômeurs, des vieux. Et tout à coup, on est devenu une sorte de « permanence parlementaire », d'assistante sociale dans la ville. Nous récupérons les doléances des citoyens, des acteurs culturels. Peu à peu, les associations culturelles sont réellement venues gonfler les rangs et le public s'est créé sur cette potentielle capacité de nuire ! Les associations de la FIL ont disparu quand la mission a été accomplie. Cette mission, c'était clairement de foutre le maire dehors !

Combattre pour cimenter un lieu. Qu'est-ce que ça a signifié symboliquement ?

Avec ce combat, on a gagné la confiance de tous les musiciens qui sont là aujourd'hui. Culturellement, il restait tout à construire. Au départ, on ne connaissait ni Angélique Ionatos ni Magma. 70 % des musiciens importants pour nous se sont réunis le 12 décembre 1999 lors du concert de soutien organisé pour l'ouverture du Triton et Angélique Ionatos est devenue notre marraine ce soir-là ! C'est ce combat qui a sensibilisé et fédéré, a permis l'union, ce qui est finalement le plus cher au Triton. Il lui a aussi donné son nom. Le Triton, c'est l'accord du diable, pourchassé au Moyen-Âge, car



L'UN DES ADAGES DU TRITON...

perçu comme diabolique par l'Église catholique. De la même manière, notre Triton est un diable dans la ville, un « truc » qui n'a rien de conventionnel. Ce n'est pas un lieu public, pas totalement privé non plus, il a un restaurant, pas privé mais associatif. Il sert des repas payants à des gens qui ne sont pas des spectateurs mais des clients. Le lieu est « incasable ».

Que représentait l'idée d'un lieu hybride aux yeux des autorités ?

Beaucoup de choses s'entremêlent, des espaces qui dépassent la « culture » *stricto sensu*. À ce moment-là, le Triton était un objet politique dangereux. Le maire, Jean-Jack Salles, qui était de nature assez paranoïaque, comme beaucoup de maires œuvrant trente ans dans la même ville, a fini par avoir le syndrome de la peur : « Oh ! Rue du Coq-français, on a déjà la maternité qui pratique des avortements illégaux depuis le début des années 1970, on ne

va pas encore se taper un lieu de gauchos ! » Il y avait de ça. On était dans une ville de droite, profondément de droite. C'était l'UDF, mais pas l'UDF d'un Bayrou ou d'un Borloo. Une UDF dure qui fait le grand écart entre l'extrême droite et Arlette Laguiller, et qui donnait depuis vingt ans la soupe populaire dans les quartiers ! Le maire voyait les associations bouger : ça allait être le Triton, puis un espace vert, puis... Ça a été une bataille *ad mortem*, à l'issue de laquelle le perdant laisse sa place. Le Triton ne pouvait pas exister sous la municipalité de Jean-Jack Salles. Il a fallu attendre qu'il dispa-

raisse de la scène politique lilasienne pour que nous voyions le jour.

En quoi le Triton incarne-t-il, plus largement, une « alternative de société » ?

L'expression est loin d'être pompeuse, c'est une réalité ! On a démarré l'année avec beaucoup de violence, des manifestations électorales terrifiantes. Dans de tels contextes, deux possibilités : tu t'enfermes ou tu opposes à la société son contraire, à savoir le partage, le non-intérêt, le désintérêt, la relation humaine et l'échange. C'est en ça que nous forçons un projet de société : en tant que lieu de culture et de vie, là, en ce moment, on incarne une alternative. Elle est basée sur des valeurs comme l'économie sociale et solidaire. Une doctrine qui renvoie à des choses précises, notamment en matière de salaire : ne pas pratiquer d'écart supérieur à 2 entre le moins et le mieux payé, soutenir la création, refuser de louer la salle, engager les musiciens. Depuis

2007-2008, le Triton n'a fait qu'évoluer dans des sens inverses de ceux que prenait la société. À partir de 2008, on nous dit : « Plus de sous ! », des lieux ferment. Nous, à partir de là, on décuple notre activité. On a décidé de foncer en pariant : « Advienne que pourra, et on fera le bilan plus tard ! » Du reste, notre deuxième salle a ouvert à ce moment-là et nous a sauvés, alors qu'on était dans une situation très compliquée. Il nous fallait un budget double, on ne l'a pas eu. Les tutelles nous ont aidés sur l'investissement, mais sur le fonctionnement, on s'est retrouvés avec un trou de 100 000 euros, ce qui est énorme pour nous. C'était la possible clé sous la porte. Mais il y a eu un engouement, un regain de public alors que tout le monde prédisait notre mort. Pour eux, c'était mathématique. À ces calculs, on a opposé des choix philosophiques.

Cette alternative ne repose-t-elle pas sur une vision politique, éthique du travail de l'artiste ?

Complètement. À la base, Le Triton entretient un compagnonnage avec les artistes. Par ce mot, il faut entendre entre-aide, entre-nourriture. On ne va pas polluer le travail. Quand l'artiste joue sur scène, il est payé. C'est une règle qu'enfreignent beaucoup de lieux. Ceux-là ne sont pas des lieux culturels. Tu paies un artiste avec un cachet d'intermittent, une facture, un contrat d'engagement. À la base, on naît en tant que club de jazz. À Paris, les clubs de jazz sont des lieux 100 % privés qui, pour survivre ou gagner de l'argent – je ne leur prête aucune malveillance –, paient l'artiste si plus de trente personnes paient leur place. À la recette, au black, où est l'éthique ? Un artiste mérite de cotiser pour sa retraite autant que d'avoir un statut, que nous défendons. Peut-être que tout se « dé-moralise », mais on essaie de conserver une ligne : c'est un salut, pas seulement un sacerdoce. Et auprès

des musiciens, elle fonde une confiance, un respect qui permet d'aller beaucoup plus loin dans la relation, amicalement ou professionnellement. Tous lieux culturels confondus, nous sommes la scène qui consacre la part la plus importante de son budget aux contrats d'engagement. On s'engage à engager les musiciens.

Comment avez-vous conquis une stabilité malgré les déséquilibres initiaux ?

On a plus de 50 % de recettes propres. Cet alliage recettes propres/soutiens institutionnels est très fréquent, mais pas dans ces proportions. On fait partie des huit Smac d'Ile-de-France et il y en a près de 70 en France. La moyenne de ces scènes, qui sont celles auxquelles on peut être comparé, sont dans un arbitrage 75/25, c'est-à-dire 75 % de subventions et 25 % de recettes propres, qui sont en réalité de la billetterie et de la vente de pass annuels. Nos recettes propres sont une bouée de sauvetage. On dit toujours : « On vend des hamburgers pour payer des

musiciens », parce que l'État et les institutions ne nous accompagnent pas à la hauteur de nos actions. On fait de la restauration, dont les recettes contribuent pour un quart au budget du Triton, payent les cachets d'intermittents, les cachets d'artistes, les contrats d'engagement. C'est pour ça qu'on est reconnu, mais ça coûte cher. Ça fait dix ans que la subvention de la Ville des Lilas est à l'unité la même. Elle n'a jamais été revue, même à la hausse de l'inflation. Il y a dix ans, Le Triton, c'était 90 concerts par an, une salle, un restaurant de 50 personnes. Aujourd'hui, c'est 210 concerts par an, deux salles, un restaurant de 100 personnes. La moyenne des concerts programmés dans une Smac est de 90 concerts par an. Nous, on a doublé de volume. La subvention en valeur réelle a diminué, et c'est le cas de tout le monde. Il faut arrêter avec le « c'est la faute à la crise », et arrêter de se refiler la patate chaude. Être un élu, ça a un sens, ça veut dire avoir une capacité d'inflexion des choses, une orientation.



LE TRITON, « SCÈNE DE MUSIQUES PRÉSENTES » AUX LILAS

Dans un tel climat, votre combat se réincarne-t-il, pour vous et les autres ?

Le climat est morose et défavorable, c'est sûr, il l'est d'autant plus pour les lieux fragiles. Et que l'on soit clair, je nous exclus de cette catégorie. Les lieux municipaux sont fragiles, parce que, dès que les mairies changent, ils sont remis en question. On connaît beaucoup de lieux de musiques actuelles du 93 dont le directeur était un capitaine du maire communiste, puis la droite est arrivée... Dans cette optique, tu es sûr que ton lieu ferme immédiatement. Et certains ont une part de subvention publique tellement importante qu'ils sont ultra-dépendants. Le lieu avec lequel on travaille le plus est en train de fermer, dans notre rue : La Maille. Il est tenu par une jeune troupe de théâtre, c'est le petit frère du Triton : ils ont connu des difficultés techniques, financières, de sécurité. Ils n'ont pas subi un tel acharnement politique mais c'est un lieu qui a eu du mal à exister et qui, maintenant, va avoir du mal à survivre. On a vraiment le désir de se bouger pour eux. Nos messages trimestriels, nos éditos, qui sont en partie adressés à nos tutelles, n'ont jamais été aussi alarmistes et virulents que depuis 2012.

C'est avec les gens dont on peut imaginer être le plus proche qu'on peut être le plus dur.

« Faire bouger des lignes », qu'est-ce que ça signifie dans le champ musical ?

Comprendre la complexité de nos sources. Musicalement, Jean Pierre et Jacques, d'où viennent-ils ? Ce sont des jeunes d'une dizaine d'années à Lyon, dans les années 1970, qui vont écouter ce qui leur tombe sous la main, Hendrix, Bartók, Messiaen, Magma, Soft Machine. Nous pratiquons un alliage complexe rythmé par l'exigence. « Faire bouger les lignes », c'est programmer une intégrale de Brahms pendant deux ans dans un lieu de « musiques actuelles » ou, en 2005, créer Dodécadence, des scènes d'improvisation entre danseurs et musiciens. C'est nos compagnons, 70, 100 musiciens qui reviennent, c'est 40 créations par an. On essaie toujours de s'ouvrir. Notre club de jazz fait de la chanson, de la musique grecque, du flamenco, du klezmer, de la musique contemporaine, classique. On ne croit pas aux chapelles. Aucun jazzman ne croit aux chapelles. Il va invoquer des inspirations, des identifications mais ne se réduira jamais. On est à la fois

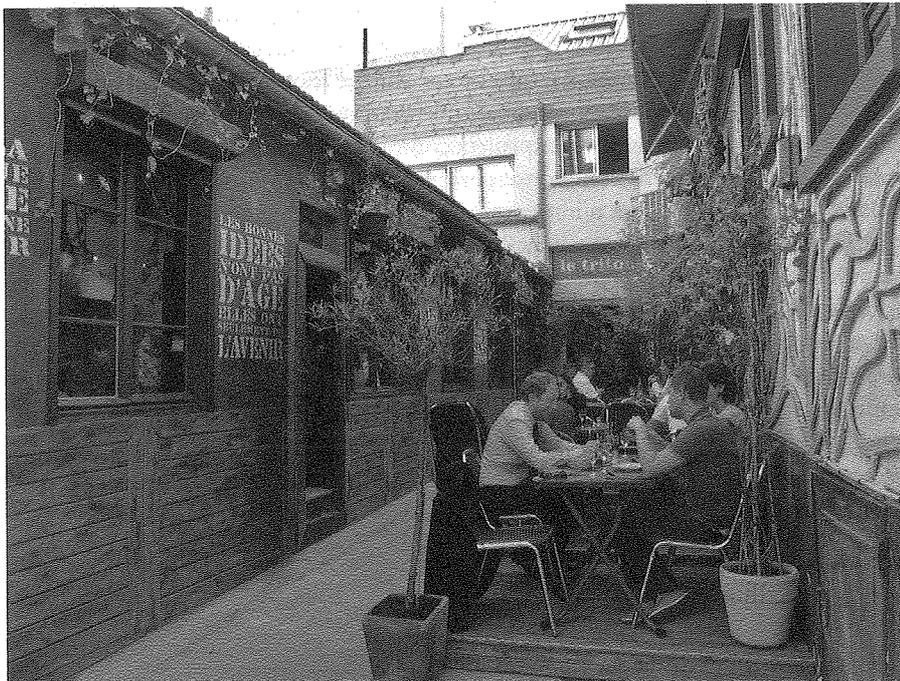
« musiques actuelles », et pas du tout. Notre volonté est d'être insatiablement hors des cases.

Le label a-t-il infléchi cette liberté de programmation ?

Être une Smac veut dire quelque chose et, dans un sens, ça signifie « rentrer dans des cases ». Il y a eu des conséquences en matière de résidence, de budgets aussi, nous avons été davantage accompagnés. Et puis, par-dessus tout, c'est une reconnaissance fondamentale ; d'autant plus intéressante qu'il n'y a, en France, que six Smac dédiées au jazz. Si « musiques actuelles » signifie quelque chose, une scène référencée comme telle qui a une de ses résidences en 2015 autour de l'intégrale de Johannes Brahms pour piano, jouée par un concertiste classique, je pense que ça ne s'est jamais fait. Notre reconnaissance tient à la diversité de nos pratiques artistiques, qui ne se limitent pas à des esthétiques : on fait du théâtre, de la danse, de la vidéo, des projections, et on est la première salle de concert à avoir créé un festival de musique progressive, un courant très particulier, peu développé en France par rapport à la Belgique ou l'Allemagne. On veut amener les gens vers autre chose. Ce spectre large qui n'est pas menaçant, bien au contraire, fait notre force. ▲

**Propos recueillis par Pauline Perrenot**

• Le Triton – 11 bis, rue du Coq-français  
93260 Les Lilas – [www.letriton.com](http://www.letriton.com)



À LA TERRASSE DU RESTAURANT DU TRITON...